

« Le fascisme ne se lève pas dans les pays développés comme la tempête en une nuit. Il est d'abord rampant, dissimulé, ordinaire. Il progresse par les mille voies de la haine, avivée par les difficultés économiques. Il s'empare des cœurs avant de pervertir les esprits puis de prendre le pouvoir. »

(Robert Badinter, en 1984)



Portrait de Robert Badinter dans la crypte du Panthéon lors de la cérémonie de transfert (Photo PF)

POUR LA DÉMOCRATIE

La Démocratie, qui nous semble aller de soi, repose sur des principes fondamentaux : la séparation des pouvoirs, la participation citoyenne, l'égalité de tous devant la loi, et le respect des droits fondamentaux : droits civils et politiques, droits à la vie, liberté d'expression, liberté de conscience, liberté de la presse (médias compris), droit à un procès équitable, protection contre l'arbitraire d'un groupe social ou d'un homme... Tout cela assure des conditions de vie dignes, protège les générations présentes et futures, préserve l'identité et la diversité. La République repose sur la souveraineté du peuple : représentation, primauté de la loi, responsabilité des gouvernants pour le bien commun c'est à dire l'ensemble des conditions sociales, économiques, culturelles et spirituelles permettant à chaque personne de dérouler pleinement sa vie.

La CFDT, quant à elle, fonde son action sur des valeurs : l'émancipation, la solidarité, l'égalité, la démocratie et l'indépendance.

Le contexte actuel est marqué par la peur. Peur du lendemain, peur du déclassement social, manque de visibilité de l'avenir, manque d'espoir, qui font tache d'huile. Les solutions simples, au ras du sol paraissent évidentes, notamment avec des boucs émissaires facilement identifiables. L'argumentation s'efface souvent

derrière la conviction, voire les bobards. "Vérités alternatives" *"fake news"*, mensonges fleurissent sur les peurs, les rancœurs... Le rêve de trouver l'homme ou la femme providentielle se développe, souvent dans des circonstances qui devraient inquiéter ceux qui connaissent l'histoire des siècles passés. On a vu maintes fois que cela menait aux guerres extérieures ou civiles, aux massacres de masse, à des souffrances inouïes. C'est cela qui hanta la création de l'Europe en 1957 : « plus jamais ça ! ». La mise en œuvre de solutions simples ou simplistes pour des situations complexes qui s'imbriquent entre elles est toujours lourde de malheurs à court comme à long terme.

C'est dire si la "liberté d'informer" à coup de documents corrompus, de mensonges, d'accumulation d'informations, de rumeurs soigneusement ciblés est dangereuse, qu'elles viennent des réseaux sociaux, de chaînes médiatiques ou de journaux d'opinion qui se prétendent "neutres".

Les faits sont les faits, les opinions sont le droit de chacun et chacune. Ne confondons pas les uns avec les autres. Le présent Bulletin "Spécial démocratie" a pour but de vous y aider (si nécessaire) dans le cadre des valeurs de la CFDT. Avec lucidité.

Henri Bardet & Gérard Giraud

ÉDITO

République et démocratie

La démocratie (en grec "puissance du peuple") est un régime politique fondé sur le principe que la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens : soit directement (la démocratie athénienne ou par le référendum), soit indirectement par l'intermédiaire de représentants élus. Le peuple, souverain, crée et contrôle l'État afin qu'il protège ses intérêts et l'ensemble des citoyens. La démocratie est une réalité très récente, réapparue au XVIII^e siècle, fondée sur la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire). Même démocratique, l'État peut cependant se trouver incapable de garantir l'ordre, la liberté. Platon, philosophe grec, dénonce le « démagogue » qui recherche les faveurs du peuple, sans se soucier de lui, pour obtenir ses suffrages et le dominer.

L'absolutisme (pouvoir concentré en une seule personne) fait que « le Souverain » ou « le Prince », garantit paix, sécurité, justice aux individus qui lui ont ou non délégué leur pouvoir sans contrôle. Machiavel propose d'employer force, ruse ou mensonge, la fin justifiant les moyens.

Autocratie

Monarchie, dictature, despotisme, tous régimes autoritaires et totalitaires, excluent les peuples du pouvoir.

Pour exemple, la démocratie populaire soviétique et le Reich national-socialiste se voulaient une victoire du peuple. « La démocratie est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres formes qui ont été essayées de temps à autre » aurait dit Winston Churchill).

Démocratie et République sont souvent confondues ou amalgamées

La République est la « chose publique » pour les Romains. Le mot est ensuite utilisé dans des sociétés où le pouvoir n'est ni royal ni démocratique (République de Venise, République de Florence par exemple), où le pouvoir est exercé par un petit nombre ("oligarchie"). Une République peut relever d'un chef d'État élu, nommé ou désigné, parfois à vie, dans une fonction non héréditaire. Ainsi le terme est aujourd'hui parfois utilisé pour maquiller une dictature. Des républiques non démocratiques (Iran, Venezuela, Russie, Corée du Nord, etc.) côtoient ainsi des démocraties non républicaines (Belgique, Royaume Uni, Danemark) qui sont des monarchies dans laquelle le pouvoir exécutif est entre les mains d'un Premier Ministre qui gouverne avec un parlement élu par le peuple dans le cadre de la séparation des pouvoirs.

On l'aura compris, ce qui est en jeu, en ce moment, dans le monde, ce ne sont pas les Républiques mais les Démocraties. Mal nommer les choses, écrivait Albert Camus, c'est ajouter au malheur du monde.

Eve-Line Mamath

Sondages

Des nervis du Front national des années 50 à 90 aux 140 "costume cravate" des députés actuels du RN, l'image de ce parti a évolué dans l'esprit des Français.

45 % des Français estiment que le RN ne présente pas de danger pour la démocratie, contre **41%** qui pensent le contraire: les idées du RN sont de plus en plus "acceptables".

42 % des Français sont d'accord avec ce parti (hausse de 13 points depuis 2022).

44 % pensent que le RN peut participer à un gouvernement.

46 % des sympathisants de "Les Républicains" estiment que le RN pourrait mieux gouverner que la majorité actuelle.

Sources: Le Parisien et Verian (ex Kantar) pour Le Monde dont l'étude complète peut être lue et récupérée en PDF sur Internet : demander à votre moteur de recherche "Baromètre d'image du RN 2026" ■

Idées reçues

Les étrangers et les bénéficiaires de la Couverture maladie universelle (CMU) ont une meilleure couverture santé que l'ensemble des Français

Faux : L'Aide médicale de l'État (AME) et la Couverture maladie universelle (CMU) sont limitées aux seuls soins de base.

Les étrangers perçoivent le minimum vieillesse dès leur arrivée en France sans avoir jamais travaillé

Faux : L'Allocation de solidarité aux personnes âgées est un minimum social versé aux retraités les plus modestes qui résident en France

Il y a trop d'étrangers en France

Faux : La France n'est plus un pays d'immigration massive. Ces quinze dernières années, la France est l'un des pays riches qui a accepté le moins de nouveaux entrants. Ainsi, sur une population totale de 64,6 millions de personnes, on compte 60,8 millions de Français et 3,8 millions d'étrangers (5,8 %)

Les étrangers prennent le travail des Français

Faux : Ils occupent souvent des emplois délaissés et dans des secteurs qui ne trouvent pas assez de main-d'œuvre (bâtiment, hôtellerie, restauration, sécurité, services à la personne par exemple) ■

L'ENTRE-DEUX GUERRES

Après la guerre de 1914-1918, la France est en ruines au Nord et à l'Est. Elle s'est endettée pour faire la guerre, elle doit s'endetter encore jusqu'à 1924 pour reconstruire. Le déficit des naissances atteint le million et demi et doit être compensé par l'immigration.

En France, le "Bloc national", coalition de la droite et du centre, gouverne face à une gauche divisée. Trop affaiblie, l'Allemagne ne peut payer ses dettes de guerre issues du traité de Versailles que les alliés, sous pression de la droite française, se refusent longtemps à alléger. Hitler y gravit pas à pas très légalement et par la voie électorale les marches du pouvoir. Puis il installe son parti nazi qui, de facto et par la force, vide la République de toute réalité. Des dictatures se constituent dans des pays d'Europe voisins de la France. Entre 1922 et 1926, Mussolini avait installé en Italie un régime politique où le pouvoir appartient au seul parti fasciste,

un parti autoritaire, nationaliste et militariste qui a recours à la violence et ne croit pas à l'égalité en droit des êtres humains. Il sera, au départ, un maître à penser d'Adolf Hitler.



Hitler justifiant l'annexion de l'Autriche. (Ph. Keystone)

La France, en bonne santé économique, résiste assez bien à la crise de 29 et ne voit pas venir les nuages qui s'amoncellent partout en Europe où plusieurs pays basculent dans des régimes forts puis autoritaires à l'image de l'Italie. Les problèmes économiques finissent cependant par rattraper lourdement la France qui se pensait et continue de se penser à l'abri. On y compte cependant 1,5 millions de chô-

meurs. Des entreprises ferment, des gens sont ruinés, le mécontentement devient général. La droite parlementaire durcit son discours et se rapproche de l'extrême droite. La victoire du Front Populaire est la manifestation d'un espoir : lois sociales comme la réduction du temps de travail, les congés payés, l'augmentation des salaires (qui sera mangée par l'inflation), le droit syndical, une semaine de travail qui passe de 48 à 40 heures. Mais le Front populaire se divise finalement, ne parvenant ni à réduire le chômage, ni à relancer la consommation et la production.

Le monde en 1938

A la fin des années 30, le monde est très divisé. Les Etats totalitaires sont prêts à faire la guerre aux nations démocratiques qui subsistent. L'Allemagne veut se venger des pays qui l'ont humiliée après la guerre de 1914-1918. L'Italie rêve de s'emparer de toute l'Afrique du Nord-Est et le Japon de l'empereur Hirohito désire agrandir son empire en Chine. On connaît la suite...

Eve-Line Mamath

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE MENACÉE DANS L'UNION EUROPEENNE ?

Dans l'Union Européenne, la démocratie s'exprime par des élections libres, à l'inverse de ce qui s'est passé en Roumanie, mais aussi par l'indépendance du pouvoir judiciaire et des médias, à l'inverse de ce qui a été constaté en Hongrie. La participation aux élections européennes tourne autour de 50%. Les partis nationalistes, répartis dans trois groupes, sont en progression marquée avec près de 30% des sièges. Ils représentent une force au Parlement Européen. Ils ont cependant des divergences quant à leurs alliances internationales. Mais, ils ont un fonds nationaliste commun, sont critiques sur la construction européenne et partagent une franche hostilité à l'égard de l'immigration. François Mitterrand déclarait en 1995 au Parlement européen : « le nationalisme c'est la

guerre ». On pourrait ajouter aujourd'hui « l'impérialisme aussi » au vu de Vladimir Poutine, Donald Trump et Xi Jinping...

Rénover le projet démocratique suppose de renforcer l'autonomie stratégique de l'UE

Le projet européen est toujours atterrissant en dépit des campagnes de dénigrement, de déstabilisation et d'agressions de l'administration américaine actuelle. Neuf pays sont actuellement candidats à rejoindre l'UE : la Turquie, cinq Etats des Balkans occidentaux, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie. L'Union Européenne devrait à présent passer d'un projet centré sur le commerce et le libre-échange à une approche beaucoup plus stratégique intégrant notamment les questions de sécurité.

La CFDT face à cette question ?

Son engagement dans l'Europe découle de ses valeurs : l'émancipation, la solidarité, l'égalité, la démocratie et son indépendance. L'indépendance de la CFDT lui permet de distinguer ses responsabilités de

celles de l'Etat, des partis politiques et des confessions religieuses ; la CFDT n'est liée à aucun parti politique, ses responsables sont d'ailleurs tenus à une incompatibilité stricte des mandats. Par sa représentativité, sa connaissance du travail, des métiers, des territoires, des systèmes de santé et de protection sociale, elle exerce des responsabilités dans le cadre de négociations entre partenaires sociaux. Son attachement aux libertés démocratiques l'a souvent conduit à intervenir concrètement là où ces libertés étaient entravées : en Espagne, en Pologne et d'autres pays dans ou hors de l'Europe. Enfin, dans un monde où les grandes entreprises sont de plus en plus transnationales et les travailleurs mobiles, la CFDT est devenue partie-prenante de plusieurs organisations et institutions européennes : la Confédération Européenne des Syndicats (1974) et le Comité économique et Social Européen.

*Propos de Jean-Pierre Moussy,
CFDT Retraités Paris,
recueillis par Annie Kuhn-munch*

TÉMOIGNAGES SUR UNE ÉPOQUE TRAGIQUE

MON PÈRE RÉSISTANT

Mon père, HENDI NIOT allait avoir 18 ans lorsqu'il fut arrêté sur dénonciation par la gendarmerie française. Il avait dessiné à la craie sur une porte de grange une caricature de Pétain, la corde au cou, avec les mentions « A bas Pétain, vive Lénine : », ce qui l'a fait cataloguer comme dangereux communiste. Après un an de prison, à Chaumont alors qu'il avait purgé sa peine, il est livré à l'occupant puis déporté en janvier 1943 à Oranienbourg-Sachsenhausen (Brandebourg). Le hasard lui fait intégrer les cuisines où il peut chaparder quelques tranches de pain au profit de camarades plus défavorisés : la résistance continue ! Pendant sa "marche de la mort" en avril 1945, atteint du typhus, il est entraîné par des amis et s'échappe du bois où ils sont parqués la nuit. Il survit. Devenu agriculteur, il ne donnait que très peu de détails de son séjour au camp. J'ai toujours fréquenté ce milieu d'anciens déportés communistes. Enfant, je les croyais de ma famille tant ils étaient proches.

Sylviane NIOT

MA GRAND-MÈRE RÉSISTANTE

Mère de cinq enfants, ma grand-mère Germaine Vergnon-Tupin tenait un café à Châtillon-sur-Seine. Militante communiste, elle refusait la défaite française, la victoire du nazisme et l'instauration du régime de Vichy. Sans l'aval de son mari et malgré les risques encourus, elle fonde et dirige, dès septembre 1940, un réseau de résistance "FTP" : rédaction de tracts, organisation d'une filière d'évasion de prisonniers de guerre vers la zone libre, sabotage d'installations allemandes et d'une centrale électrique, collectes d'armes parachutées, espionnage de la Kommandantur de Châtillon. En mars 1943, les principaux membres du réseau sont arrêtés et déportés en Allemagne ; la plupart ne reviendront pas. Malgré la torture, Germaine ne parle pas, affirme avoir agi seule protégeant ainsi ceux des résistants qui avaient échappé aux arrestations.

Déportée le 30 août 1943 à Ravensbrück, elle est ensuite affectée dans les mines de sel de Beendorf, à 450 mètres sous terre. Elle y subit traumatismes crâniens et fractures vertébrales. Incapable de travailler en raison de son épuisement, des coups et de ses 37 kg elle est transférée en novembre 1944 au camp de Braunschweig puis retourne en 1945 à Ravensbrück. Elle y est libérée par la Croix-Rouge suédoise en avril 1945. Rapatriée de Suède le 28 juin 1945, elle recevra la Légion d'honneur, la Médaille militaire, la Croix de guerre, la Croix du combattant volontaire de la Résistance. A cette époque, militer et agir, c'était risquer sa vie après la torture.

Olivier Drigny

MON GRAND-PÈRE FASCISTE

Le grand-père de Louisa a fait la première guerre mondiale. Il rentrera estropié, malade comme tant d'autres et adhère au Parti Socialiste de Mussolini à ses débuts.

A la fin de la guerre, les Italiens n'obtiennent que Trieste mais pas la Dalmatie et autres territoires promis par la France. En 1922, le grand-père participe à la Marche sur Rome du parti fasciste créé par Mussolini, ce qui amène le roi d'Italie à confier la direction du gouvernement à Mussolini. En deux mois, la dictature fasciste s'installe. Le père de Louisa ira à l'école publique fasciste. En géographie, le maître parle de l'Empire romain, de César, de la Rome antique que le Duce veut restaurer. L'uniforme est de règle. Mussolini se lancera dans des guerres de conquête, notamment l'Éthiopie. Louisa craint que l'Histoire ne se répète, ici ailleurs en Europe. Le discours contre les étrangers, la vie en autarcie qui a conduit l'Italie à périr en vingt ans, la politique nataliste de l'époque font écho aux paroles de dirigeants de partis d'extrême droite d'aujourd'hui : fardeau de l'immigration, autosuffisance alimentaire, recommandation pour les mères de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants. N'oublions pas que les préfets sont proposés par le Premier ministre et nommés par le Président de la République !

Interview d'Eve-Line Mamath

CHRISTIANE HAUTHELIER

Ses parents, non encore mariés étaient tous deux résistants. Son père fut arrêté. Il savait sa compagne enceinte et avant d'être fusillé au Mont Valérien, il reconnaît la paternité de l'enfant à naître. Sa mère fut arrêtée peu après lui. Au moment où elle allait monter dans le train pour être déportée, ses camarades refusent de monter dans le train si la future maman devait partir avec elles... Et elles obtiennent gain de cause : elle est autorisée à rester accoucher en France, au Val de Grâce, et à garder le bébé, jusqu'à ses 3 mois. Elle est ensuite déportée à Ravensbrück, et les services sociaux ont pu confier l'enfant aux grands-parents maternels à Marsannay-la-Côte.

Sylviane NIOT



Des nervis à l'illibéralisme

Les plus anciens retraités ont souvenir d'un temps où les campagnes électorales ne s'achevaient jamais sans qu'un colleur d'affiches ne se trouve agressé, blessé, estropié ou tué. A cette époque, les auteurs étaient membres du GUD, d'Occident, du GRECE, nervis au service du Front national de Jean-Marie Le Pen. Peu nombreux mais violents, les mêmes terrorisaient des facs de droit comme Assas à Paris. Ce temps est heureusement et provisoirement révolu. Mais n'oublions pas que ces groupes ont été les fondations des maisons d'extrême droite dont le culte du chef et de la raison du plus fort étaient le ciment. Et les archéologues savent bien qu'un jour ou l'autre, des fondations peuvent remonter à la surface sans crier gare.

GG



Bon à savoir...



Illibéralisme, autoritarisme, dictature, tyrannie

Un régime peut être qualifié d'illibéral, autoritaire et dictatorial selon l'existence d'institutions formelles et d'institutions de contrôles ainsi que leur niveau d'indépendance par rapport aux pouvoirs. C'est ainsi que l'on peut trouver les termes *illibéralisme*, *autoritarisme*, *dictature*, *tyrannie* en proportion de leur éloignement avec une démocratie.

L'illibéralisme est une démocratie en apparence où les libertés civiles sont fortement restreintes (ex. la Hongrie de Victor Orban).

L'autoritarisme est un pouvoir centralisé, des institutions démocratiques limitées ou inexistantes, l'existence d'une répression administrative (ex. la Russie de Vladimir Poutine).

Une dictature est pouvoir absolu, une absence totale de légitimité électorale, une répression systématique (ex. le Chili de Pinochet). Une tyrannie est une dictature caractérisée par une cruauté et un arbitraire extrêmes, souvent personnifiée par un dirigeant unique (ex. l'Allemagne d'Hitler).

Ces distinctions permettent d'éviter des analyses en « tout ou rien », donc d'imaginer le chemin plus ou moins dur ou cruel à faire pour un pays qui aspire à la démocratie. ■

Qu'est-ce que l'état de droit ?

L'État de droit désigne un régime juridique dans lequel l'ensemble du pouvoir public (exécutif, législatif et judiciaire) est subordonné à la loi. Les autorités ne peuvent agir que dans le cadre des règles préexistantes et les citoyens sont protégés contre l'arbitraire. On associe aussi l'état de droit à la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), théorisée au XVIII^e siècle par Montesquieu. On utilise aussi ces deux concepts comme un critère de démocratie. La séparation des pouvoirs a pour but d'empêcher tout abus de pouvoir, c'est-à-dire de tyrannie ou de dictature. Si la Russie, comme la Chine ne respectent visiblement pas la séparation des pouvoirs, on s'interroge sur les pratiques de Donald Trump qui tente régulièrement de s'affranchir de l'état de droit ou de la séparation des pouvoirs. En Europe, on s'interroge aussi sur cinq pays comme la Hongrie qui sont peu ou prou en délicatesse avec l'état de droit et que l'on qualifie "d'illibéraux". ■

A quoi accordons nous de la "valeur" ?

La CFDT fait souvent référence à ses "valeurs". Marylise Léon n'oublie jamais de les citer lors de ses interventions dans les médias. Le mot s'applique à des domaines très différents qui vont du commerce et de l'économie jusqu'à la vie sociale et la philosophie. Dans ce dernier cas, il s'agit de "l'importance d'une chose, une référence morale, sociale, esthétique d'un groupe humain donné à une époque donnée".

"Les valeurs portées par la CFDT sont la solidarité de tous avec tous (entre êtres humains, entre citoyens, entre salariés), l'émancipation de tous et toutes, la volonté de vivre ensemble, le respect des autres, la dignité de chacun et chacune, l'égalité des droits (refus de l'exclusion, de l'ostracisme, de la haine" comme nous le rappelions dans le Bulletin des retraités de Côte-d'Or de février 2019.

Ce sont ces valeurs, qui sont dans nos statuts, qui nous caractérisent. Elles amènent la CFDT à refuser toute collaboration avec un organisme, un parti, une philosophie qui ont des valeurs et des pratiques totalement contradictoires avec les nôtres : la haine, la loi du plus fort, l'ostracisme, le racisme, l'intolérance...). Ce qui ne l'empêche pas de respecter les personnes qui portent des valeurs qu'elle désapprouve. ■

Les médias et l'édition sont-elles un enjeu politique ?

Vincent Bolloré dont les convictions d'extrême droite sont connues (il ne s'en cache pas) contrôle plusieurs médias en France, notamment CNews, Le Journal du dimanche, Europe 1, C8, Canal+, CStar, Editis, RFM, Télé-Loisirs, Geo, Gala, Voici, Femme actuelle, Capital, Paris Match, et possède le Groupe Havas.

Dans le monde de l'édition (les livres), le groupe Bolloré (Fayard, Hachette, Larousse, Hatier, Dunod, Calman-Lévy, Stock, Grasset & Fasquelle, Marabout, Guide du routard) est en passe de devenir majoritaire sur le marché avec un chiffre d'affaires de 2 809 millions d'euros qui représente 47% du marché.

Ces situations inquiètent énormément le monde de la culture qui, par nature, nécessite la diversité faute de quoi, il ne s'agit plus de culture mais de quasi-embrièvement. ■

VOTES DU RN, QUELQUES EXEMPLES

Compilation réalisée par Paul Fleurot

	domaine	champ	contre	abst.
Protéger la liberté des médias	Société	Europe & France	X	
Droit à l'aide à mourir	Société	Europe & France	X	
Création d'un service public de la petite enfance	Société	Europe & France	X	
Renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique	Société	Europe & France	X	
Les subventions aux politiques de la ville pour les quartiers prioritaires	Société	Région BFC	X	
Subventions aux syndicats	Société	Région BFC	X	
Prévention et lutte contre les violences à l'égard des femmes et les violences domestiques	Société	Europe & France		X
Taxe sur les produits ultra-transformés	Santé	Europe & France	X	
Taxe sur la publicité pour les aliments nocifs pour la santé	Santé	Europe & France	X	
Fonds social pour le climat afin de soutenir les plus vulnérables	Economie	Europe & France	X	
Salaire minimum en Europe	Economie	Europe & France	X	
Augmenter le SMIC à 1500€ net mensuel	Economie	Europe & France	X	
Le protocole d'accord 2024-2027 qui consiste à financer des cours de langue aux étrangers à hauteur de 6 millions d'euros par an	Economie	Région BFC	X	
Montants alloués à l'éducation à l'environnement et aux manifestations écologiques	Economie	Région BFC	X	
Soutenir financièrement les filières agricoles bio en situation de crise	Economie	Europe & France		X
Rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune	Economie	Europe & France		X
Sécuriser et réguler l'espace numérique	Economie	Europe & France		X
Défense européenne	Défense	Europe & France	X	
Adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande	Défense	Europe & France		X
Résolution de soutien à l'Ukraine et condamnation de la guerre menée par la Russie	Défense	Europe & France		X
Soutien à la 4 ^{ème} édition du Festival de la Transition écologique et numérique	Culture	Région BFC	X	
Subventions à diverses associations : La Vapeur, Art Public, Francas de BFC, Cimade...	Culture	Région BFC	X	

Climat général délétère !

Morosité, résignation ou feu qui couve ? Quoi qu'on dise, Quoi qu'on fasse... Bon nombre de nos concitoyens n'ont plus confiance en rien et en particulier en la classe politique. Difficile d'engager une discussion sans craindre de rompre les relations de bon voisinage ! Au sein de nombreuses familles, tout commentaire sur l'actualité politique est banni sous peine de gâcher l'ambiance. Désintérêt ou sourde colère ? Comment alerter du danger qui nous menace dans un contexte géopolitique inquiétant, si pas d'échange ni écoute ? On entend : « On a tout essayé, tous les mêmes, Tous pourris, Je m'en fous, ça ne sert à rien, je n'irai pas voter, Le RN, on ne l'a pas essayé,

pourquoi pas, ça ne peut pas être pire ? » Si !

Comment réveiller les consciences ?

La vie associative, syndicale, maintient un lien social encore solide. Mais attention à l'entre soi ... Est-ce suffisant pour rétablir un dialogue constructif et développer les capacités de réflexion de nos concitoyens pollués par certains médias et réseaux sociaux ? Et que dire du développement de l'IA, formidable outil mais aussi terrible danger si mal utilisée par des utilisateurs peu avisés, trop naïfs ou peu scrupuleux !

Pessimiste ? On peut l'être. Cependant l'histoire nous apprend que

de tout temps, il a fallu se battre. Des hauts et des bas, il y en a toujours eu... La CFDT en sait quelque chose. Poursuivons notre combat, ne nous laissons pas envahir par le découragement et maintenons le dialogue avec notre environnement même si cela passe par l'écoassage des petits pois ou la couleur du papier peint !

Optimiste ? Un jour le déclic aura peut-être lieu et portera ses fruits. Continuons, même si c'est difficile, de convaincre que de mauvais choix peuvent être suivis de réveils douloureux !

Préserveons notre démocratie !

Janine Guettier

Quelques exemples de mesures prises par trois pays "illibéraux" de l'UE



Hongrie (Victor Orbán, premier ministre)

- Contrôle des médias publics et marginalisation des médias indépendants
- Réforme judiciaire affaiblissant l'indépendance des juges
- Campagne anti-IVG
- Blocage du droit d'asile
- Réduction des prestations sociales pour les étrangers et les minorités



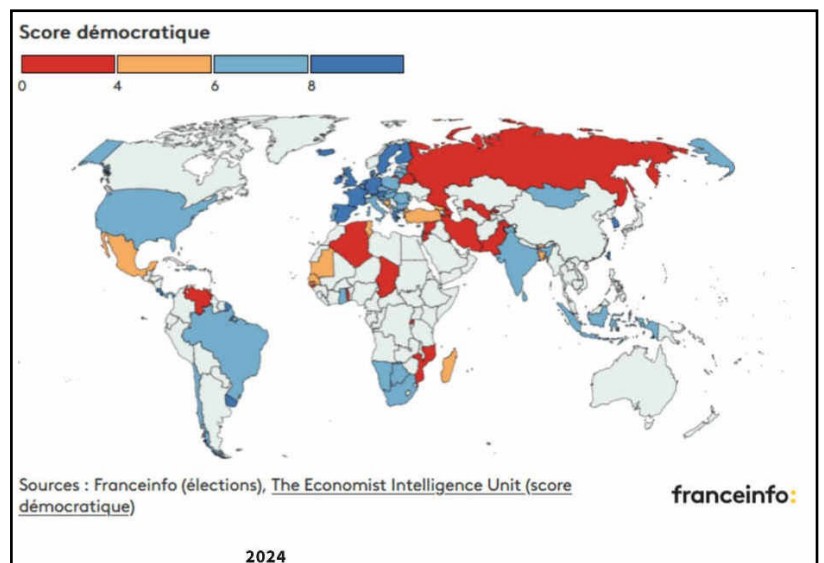
Italie (Giorgia Meloni, première ministre)

- Décret durcissant les peines pour les migrants et les manifestants
- Pressions sur les médias et tentatives de contrôle des contenus publics
- Réduction des lois anti-mafia
- Externalisation des demandes d'asile
- Restriction des aides sociales



Slovaquie (Robert Fico, premier ministre)

- Réforme de la radiotélévision en média d'État
- Réduction des droits sociaux pour les personnes marginalisées
- Réforme du droit de manifester
- Affaiblissement des contre-pouvoirs
- Affaiblissement de la lutte anti-corruption et des institutions judiciaires



« On n'a jamais essayé »

DU XIX^e au XX^e siècle la démocratie a été plus d'une fois mise en danger et même interrompue. Chaque fois, son retour s'est fait dans le sang : 1830, 1848, 1870, 1945.

Le 6 février 1934, une manifestation antiparlementaire a lieu à Paris. Elle est organisée notamment par les ligues qui se sont multipliées en réaction à la crise économique de 1929. La plus connue est "Les Croix de Feu" derrière le Colonel de la Roque. Les manifestations dégénèrent, l'Assemblée nationale est en passe d'être prise d'assaut, la Garde Mobile fait feu. Seize manifestants et un policier sont tués. On compte de nombreux blessés.

En 1940, face à l'invasion des troupes nazies et à la débâcle de l'armée française, la majorité de l'Assemblée vote les pleins pouvoirs à Philippe Pétain. Depuis Vichy, il instaure un régime autoritaire, prend pour devise "Travail, famille, patrie". Sans Assemblée. La France bascule dans une dictature. La démocratie et la République sont mortes. Pour leur renaissance, il aura fallu payer un atroce prix du sang.

En 1952, Pierre Poujade crée le mouvement de "l'Union de défense des commerçants et artisans" qui dénonce le dysfonctionnement de la IV^{ème} République, et les « métèques parasites qui campent sur notre sol ». Lors des élections législatives de 1956, il parvient à faire élire 52 députés dont Jean-Marie Le Pen.

En 1958, face à l'instabilité de la IV^{ème} République qui doit faire face à la guerre d'Algérie après celle d'Indochine, un Comité de salut public est créé. Il appelle au retour de Charles de Gaulle qui obtient les pleins pouvoirs en vue de l'élaboration d'une nouvelle Constitution. En dépit des craintes, celui-ci se tiendra à son engagement. La V^e République est globalement constitutionnelle et démocratique, même si le nouveau régime est fortement présidentiel.

En 1961, a lieu, à Alger, le "Putsch des généraux". Le général de Gaulle, après avoir consulté le Premier ministre, les présidents des Assemblées parlementaires et le Conseil constitutionnel, décide d'assumer les pouvoirs exceptionnels prévus dans la Constitution. Le putsch fera long feu et Charles de Gaulle rendra sans problème les pleins pouvoirs.

En 1972 est fondé, notamment par Jean-Marie Le Pen, le "Front national pour l'unité française" qui met en avant la lutte contre l'immigration. En 1986, ce parti, du fait de l'instauration du scrutin proportionnel, parvient à faire élire 35 députés à l'Assemblée nationale. L'année suivante, Jean-Marie Le Pen qualifie les chambres à gaz de « point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale ».

Ceci ne l'empêche pas, à l'élection présidentielle de 2002 d'obtenir près de 17 % des suffrages ; ce résultat

le qualifie pour le second tour face à Jacques Chirac. Cette ascension se poursuit en 2022 qui voit Marine Le Pen qualifiée pour le second tour avec plus de 41 % des suffrages.

Le peuple français joue-t-il aujourd'hui de plus en plus dangereusement avec les allumettes ?

Annie Kuhnunch

Ne pas perdre de vue nos valeurs cédétistes

On a bien noté que la période actuelle est mondialement bouleversée. Elle bascule à nouveau dans des logiques d'empires dont on se croyait vaccinés : affrontements directs, violence entre Etats, entre citoyens et, in fine, chaos. Le nombre de démocraties, après avoir culminé à la fin du XX^e et au début du XXI^e siècles, se rétrécit. On se dit même qu'à terme, l'Europe, le Royaume uni, le Canada, le Brésil et l'Australie pourraient devenir les derniers des Mohicans si les Etats-Unis poursuivaient les glissades initiées par Donald Trump. Céder aux "vérités alternatives", aux mensonges, à la violence comme valeur nous amènerait à cette servitude volontaire décrite au XVI^e siècle par La Boétie, le grand ami de Montaigne : une soumission librement acceptée par les peuples, née de l'habitude et du renoncement à penser, où la coutume et l'oubli de la liberté jouent un rôle central.

La CFDT est ferme sur ses valeurs (cf. page 5). La haine, le mensonge, la manipulation en sont strictement exclues. Gardons-nous de jouer avec les allumettes ! Il y a des aventures dont le retour est tragique et cruel.

GG

SOMMAIRE

- P.2 Edito. Sondages . Idées reçues
- P.3 L'entre deux guerres. La Démocratie menacée dans l'UE ?
- P.4 Témoignages sur une époque tragique. Des nervis à l'illibéralisme
- P.5 Nos valeurs. Les médias et l'édition un enjeu politique. Illibéralisme. L'état de droit
- P.6 Votes du RN. Climat délétaire
- P.7 Mesures de pays illibéraux
- P.8 On n'a jamais essayé. Ne pas perdre de vue nos valeurs

Bulletin trimestriel de l'Union Territoriale des Retraités CFDT de Côte-d'Or - 6 bis rue Pierre Curie 21000 DIJON - cote-dor@retraites.cfdt.fr 03 80 30 88 38 - Abonnement annuel : 5 € - CCM Dijon 52659001- CPPAP n° 0514506879 - ISSN n° 0980 - 210X - Imprimé par I2E Repro Dijon - Directeur de publication : Gérard GIRAUD.

Ont participé à la réalisation de ce numéro spécial Michel DELIZY, Olivier DRIGNY, Paul FLEUROT, Gérard GIRAUD, Janine GUETTIER, Annie KUHNUNCH, Christian LAURENT, Eve-Line MAMATH et Henri BARDET, Sylviane NIOT.